Collectif varois pour un audit citoyen de la dette publique
cac83@audit-citoyen.org **Collectif national : www.audit-citoyen.org**
Blog : cac83.overblog.com

***Lettre du CAC 83* n° 33/2015 7 octobre 2015**

Le troisième mémorandum est aussi insoutenable que les deux précédents

1er octobre par **Commission pour la vérité sur la dette grecque**

1. L'économie politique du troisième mémorandum

Le scénario central du troisième mémorandum |1| est résumé dans le tableau ci-dessous :

Table 1 : Les objectifs du 3e mémorandum

Année	Excédent primaire	Taux de croissance
2015	-0.25%	-2.3%
2016	+0.50%	-1.3%
2017	+1.75%	+2.7%
2018	+3.50%	+3.1%

Source : Jeroen Dijsselbloem |2|

On retrouve ici la même hypothèse qui sous-tendait les deux précédents mémorandums et qui a été infirmée par les faits : une forte restriction budgétaire serait compatible avec une reprise de la croissance.

Le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, soutient que cela est possible :

« Le mémorandum prévoit d'atteindre les objectifs d'excédent primaire grâce aux mesures suivantes :

- Economies sur les retraites de l'ordre de 0,25 % du PIB en 2015 et 1,0 % du PIB en 2016 (voir pp.13-14 du mémorandum) ;
- Diverses mesures concernant le secteur de la santé (pp.15-16 du mémorandum) ;
- Réformes portant sur les recettes publiques et la gestion financière, y compris diverses mesures de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale. Des entrées de TVA doivent être réalisées, pour 2,65 milliards d'euros au minimum. Le taux de l'impôt foncier sera aligné sur les prix du marché à partir de 2017 et les bases d'imposition foncière devront être révisées. Les autorités publiques devront améliorer la collecte des arriérés d'impôts, mettre en place des agences indépendantes, et rendre le Conseil des impôts indépendant et opérationnel.

Beaucoup d'autres mesures de réformes fiscales sont prévues dans le mémorandum (pp.6-11 du mémorandum).

- Il est en outre demandé à la Grèce d'introduire en octobre 2015 des mesures structurelles. Elles devraient conduire à un supplément de croissance du PIB de 0,75% pour celles entrant en vigueur en 2017, puis de 0,25% pour celles entrant en vigueur en 2018 et contribuer à la réalisation des objectifs budgétaires à moyen terme. »

2. Une croyance aveugle dans les réformes structurelles

La deuxième hypothèse est que les réformes structurelles peuvent en elles-mêmes stimuler le potentiel de croissance. |3| Les échecs passés ne s'expliqueraient que par la mise en œuvre incomplète de ces réformes. Le FMI affirme par exemple que « les importantes carences dans la mise en œuvre du programme au cours de la dernière année ont conduit à une augmentation significative du besoin de financement ».

Pourtant des réformes ont effectivement été mises en œuvre en Grèce, ce que le FMI lui-même reconnaissait dans un document d'évaluation du précédent mémorandum. |4| L'OCDE soulignait que « des progrès impressionnants ont été accomplis dans la réforme des marchés du travail et des produits depuis le début de la crise, mais à partir d'un point de départ très bas. Depuis 2009-10, la Grèce a le taux le plus élevé de l'OCDE de réponse aux réformes structurelles recommandées ». |5| En juin 2013, le FMI félicitait la Grèce pour sa réforme des retraites, « l'une des principales réussites du programme ». |6|

Un autre document du FMI |7| n'hésitait pas à affirmer en 2013 que « les effets simulés de réformes sont en ligne avec l'évolution de l'économie grecque » et que « les résultats sont également compatibles les objectifs de croissance à long terme du programme ».

Mais, en réalité, la Grèce a été plongée dans une profonde récession, malgré, ou plutôt à cause d'une stricte application des réformes structurelles recommandées et imposées par la Troïka, au prix d'une crise sociale dramatique.

Dans la situation actuelle, rien ne permet de penser que les nouvelles réformes structurelles à venir pourraient avoir un résultat différent.

3. « La dette de la Grèce est devenue insoutenable »

Christine Lagarde, la directrice générale du FMI, a récemment déclaré : « Cependant, je reste fermement convaincue que la dette de la Grèce est devenue insoutenable et que la Grèce ne peut pas rétablir la soutenabilité de sa dette par ses propres moyens ». |8|

Cette prise de position se fonde sur un récent document du FMI qui établit que « la dette publique de la Grèce est devenue hautement insoutenable [et] devrait culminer à près de 200 pour cent du PIB dans les deux prochaines années, à condition de trouver rapidement un accord sur un programme. La dette de la Grèce ne peut maintenant être rendue soutenable que par des mesures d'allégement qui vont bien au-delà de ce que l'Europe a accepté d'envisager jusqu'ici ». |9| 14, 2015.

Conclusion

Le troisième mémorandum est fondé sur les mêmes hypothèses et sur les mêmes postulats que les deux précédents. Par conséquent, il est voué à l'échec, et la dette grecque restera insoutenable.

Notes

|1| *Memorandum Of Understanding* Between The European Commission Acting On Behalf Of The European Stability Mechanism And The Hellenic Republic And The Bank Of Greece, 19 August 2015.
|2| Jeroen Dijsselbloem,"Exchange of views with the President of the Eurogroup on Greece",European Parliament, 22 September 2015, http://www.europarl.europa.eu/RegDa...
|3| Michel Husson, "Greece : Structural reforms, multipliers, competitiveness", Note for the Truth Committee on Public Debt, April 2015.
|4| IMF, "Greece. Ex post Evaluation of Exceptional Access Under the 2010 Stand-by Arrangement", June 2013, p.44.
|5| OECD, Economic Survey. Greece, OECD, November 2013.
|6| Ex post Evaluation of Exceptional Access Under the 2010 Stand-by Arrangement", June 2013.
|7| "Greece. Selected issues", May 2013.
|8| "Statement by Christine Lagarde on Greece", IMF Press Release No. 15/381, August 14, 2015.
|9| An update of IMF staff's preliminary public debt sustainability analysis", IMF, Greece Country Report No. 15/186, July

---

La vérité sur la dette grecque, une arme redoutable

Après les plans « de sauvetage », voilà qu'on nous parle désormais, et le plus sérieusement du monde, de plans « d'aide » à la Grèce. Ces mots passent comme lettre à la poste dans l'esprit de bien des gens qui se disent que ce pays, en effet, reçoit beaucoup d'aide. Or, non seulement ces mots sont-ils une insulte à l'intelligence et au peuple grec, mais ils travestissent aussi de manière abjecte un autre mot : la solidarité. Les élites financières et politiques – le FMI, la Banque centrale européenne et la Commission européenne, France et Allemagne en tête – ont aidé et aident ce pays comme on jette une bouée lestée de pierres à un naufragé.

Dès juin 2013, une étude d'Attac Autriche |1|, entre autres, l'a révélé : ce sont les banques et les richissimes qu'on a principalement sauvés. Deux ans plus tard, c'était au tour de la Commission pour la vérité sur la dette grecque de déboulonner l'idée que la Grèce et sa population aient jamais été sauvées ou aidées.

Sous la direction d'Éric Toussaint, du Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM), et avec la participation d'experts grecs et étrangers, de parlementaires et de citoyens, cette commission a examiné la dette grecque au scalpel et rendu public son rapport préliminaire les 17 et 18 juin dernier. Son constat est implacable : cette dette est illégale, illégitime, odieuse et insoutenable. Avant même les plans « d'aide », son accroissement n'était guère le résultat de dépenses excessives, comme on aime à le faire croire ; et depuis, « …la plupart des prêts de sauvetage consentis sous des conditions très sévères à la Grèce après 2010 ont été utilisés au bénéfice exclusif des banques privées… » (p. 16).

Ainsi, la dette ne cesse d'augmenter, justifiant de scandaleuses réformes et privatisations – le viol des droits de la population, de la Constitution grecque et de la démocratie elle-même. Un coup d'État technocratique comme notre époque sait tristement en produire. Amoral et révoltant.

S'appuyant sur l'examen des transactions ainsi que sur le droit interne et international, ce rapport n'est-il pas une arme redoutable que le gouvernement d'Alexis Tsipras aurait dû utiliser à bon escient ? Confronté à une impasse, mais fort du soutien populaire obtenu lors du référendum du 5 juillet, à l'issue duquel plus de 61 % de la population a rejeté le énième plan « d'aide » proposé à la Grèce, il avait les arguments juridiques et la légitimité pour suspendre le paiement de la dette grecque. Selon Éric Toussaint, pareil geste, accompagné de mesures bancaires et fiscales, aurait fourni un levier au parti Syriza pour mettre en route son programme. Surtout, cela aurait modifié le rapport de force avec les créanciers et forcé un vrai débat au sujet de la dette. Une tragique occasion ratée donc, mais un document phare qui, espérons-le, dans sa version finale, parviendra à contribuer à un changement radical pour que cesse l'emprise de la finance sur le monde.

Dans un tout autre registre, chez nous, le rapport *« Rhétorique et réalité : évaluer le bilan économique du Canada sous le gouvernement Harper »* torpille les prétentions du Parti conservateur à cet égard. Ses auteurs, les économistes Jim Stanford et Jordan Brennan, du syndicat Unifor, s'y montrent catégoriques : « Il est exagéré de dire que l'économie canadienne est bien gérée depuis que le gouvernement Harper est au pouvoir. Au contraire, le Canada enregistre la performance *la plus médiocre* de toute son histoire économique d'après-guerre » (p. 28). La démonstration est étoffée et offre des munitions dans le cadre de la campagne électorale fédérale en cours. Sachons nous en servir… et nous méfier des beaux discours.

29 septembre par **Catherine Caron**

Notes

|1| Attac, *« Greek Bail-Out : 77 % went into the Financial Sector »*, 17 juin 2013.

Ces deux articles ont été publié dans le Bulletin électronique du CADTM du 6 octobre 2015